



CLIMAT,  
INÉGALITÉS,  
CONFLITS...

QUEL  
CAPITALISME  
DEMAIN ?

28, 29  
AOÛT  
2019

## Discours d'ouverture

Geoffroy ROUX de BEZIEUX, président du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), commente d'abord le choix de la musique qui a accompagné son arrivée sur scène : il s'agit de *God save the Queen*, des Sex Pistols, morceau ayant pour refrain « *No future* ». Les Sex Pistols prédisaient alors l'effondrement rapide de l'Angleterre. Nous étions en 1977, juste avant l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher. Le mouvement punk traduisait déjà, au fond, une crise d'identité violente, comme le capitalisme en connaît régulièrement, note le président du MEDEF. Tel est le thème principal qui jalonnera ces deux journées.

L'édition 2019 de l'université d'été du MEDEF est placée sous le signe du changement (nouveau concept, nouveau format, nouveau lieu). Lors de l'université d'été 2018, Geoffroy ROUX de BEZIEUX avait mis en exergue les sujets brûlants en train de surgir en Finance et dans le monde (soutenabilité de la croissance, inégalités réelles ou perçues, libre-échange mondial, modèle démocratique...). C'est de la volonté de se confronter à ces défis qu'est née la REF (Rencontre des Entrepreneurs de France), qui doit permettre de confronter les points de vue afin de faire surgir des idées et des solutions.

Depuis un an, les questions que le président du MEDEF avait évoquées sont devenues majeures (guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, Traité sur le Mercosur, remise en cause des principes démocratiques en France par le mouvement des « gilets jaunes »). C'est l'idée libérale qui, de toutes parts, se trouve remise en cause, au sens premier du terme, c'est-à-dire la conviction selon laquelle la liberté, et en particulier la liberté d'entreprendre, constitue un vecteur d'épanouissement individuel et de progrès collectif.

« L'idée libérale est devenue obsolète », a même déclaré Vladimir Poutine dans une interview. En France, Nicolas Hulot a estimé que le libéralisme était incompatible avec les enjeux écologiques. L'idée libérale est née en France au siècle des Lumières et a connu sa première traduction politique durant la Révolution française, avant de se répandre dans le monde. Elle devait, après la chute du mur de Berlin, marquer la fin de l'Histoire mais les choses ne se sont pas passées comme prévu. Dans un ouvrage publié récemment (*La fin des libertés*), la philosophe Monique Canto-Sperber souligne qu'une partie des peuples manifeste aujourd'hui une forme de lassitude à l'égard de la liberté.

Le titre choisi pour cette rencontre (« Nos futurs ») traduit la conviction que, malgré ces questionnements et ces remises en cause, les entrepreneurs réussiront, comme chaque fois dans l'histoire, à réinventer le modèle de l'économie de marché. « Les solutions sont dans nos mains et dans nos cerveaux d'entrepreneurs », souligne Geoffroy ROUX de BEZIEUX.

Le sujet climatique, notamment, se trouve au cœur des préoccupations des entrepreneurs et des citoyens. Sur ce plan, le MEDEF a voulu une REF « 100 % développement durable ». Il vise « zéro déchet » pour cette manifestation, dont tous les stands sont recyclables et réutilisables. Toutes les émissions carbone feront par ailleurs l'objet d'une compensation. Près de cent entreprises viendront également témoigner, en clôture de la REF, de leurs engagements vis-à-vis du climat et prendront, à cette occasion, de nouveaux engagements quantifiables et vérifiables.

Puis sera abordée la question de l'égalité et des inégalités. La phase de mondialisation accélérée a permis à plus d'un milliard de personnes de sortir de la pauvreté et, en Asie, en Afrique comme à l'Est de l'Europe, des classes moyennes ont émergé. Des fortunes parfois immenses se sont constituées et Geoffroy ROUX de BEZIEUX n'hésite pas à affirmer que des inégalités sont nécessaires pour récompenser les talents. Dans les pays développés, néanmoins, les classes

moyennes et populaires ont vu leurs revenus stagner, voire régresser. La prospérité n'a pas toujours été partagée. La France n'en demeure pas moins le pays le plus redistributeur, et celui où les inégalités sont les plus faibles et les plus stables. Les inégalités françaises sont des inégalités de destin, comme le souligne le document réalisé sous l'égide de la commission économique du MEDEF. Ces inégalités de destin constituent la négation de l'idéal libéral que défend Geoffroy ROUX de BEZIEUX, car l'entreprise doit offrir sa chance à chacun. Dans ce domaine aussi, les entrepreneurs ont des réponses.

Il sera bien sûr question de géopolitique mondiale, le monde vivant un tournant majeur dans les relations internationales. Le bras de fer entre les Etats-Unis et la Chine n'est pas un phénomène passager, assure le président du MEDEF. Le sujet de la régulation de la mondialisation est central afin de réconcilier les Français avec le libre-échange et avec l'idée libérale. C'est la raison pour laquelle, en accueillant le B7 (c'est-à-dire le G7 des organisations d'employeurs), Geoffroy ROUX de BEZIEUX a pris l'initiative de convier le « L7 », c'est-à-dire l'union des syndicats des pays du G7, et impulsé la signature d'une déclaration commune plaident pour une croissance mondiale plus inclusive. Le fait que toutes les organisations d'employeurs aient signé ce document constitue un signal très fort.

Il ne saurait être question, pour autant, de faire preuve de naïveté. C'est la raison pour laquelle le MEDEF soutient l'initiative française de taxation des GAFA. Geoffroy ROUX de BEZIEUX y voit un signal politique. Le libéralisme que celui-ci défend doit en effet reposer sur une concurrence stimulée par l'innovation et non par l'asymétrie fiscale.

Le Brexit ne sera pas oublié dans ces débats. Le spectre d'un Brexit sans accord se précise mais, là aussi, la France et l'Europe devront faire preuve de détermination : il ne saurait être question de laisser le Royaume-Uni conserver les avantages de l'Union tout en se plaçant hors de celle-ci. Non, l'idée libérale n'est pas obsolète. Elle doit se réinventer et être régulée. C'est la seule qui concilie prospérité et consensus démocratique, conclut Geoffroy ROUX de BEZIEUX. L'Etat n'a plus le monopole de l'intérêt général, affirme-t-il.

Le MEDEF lui-même n'est pas resté à l'écart du changement, puisque le mouvement a lancé la plus grande réforme depuis sa création il y a vingt ans. Plébiscitée avec 97 % des suffrages, cette réforme traduit une confiance dont Geoffroy ROUX de BEZIEUX remercie les fédérations du mouvement. Cette réforme se traduit par une raison d'être clairement affirmée : « agir ensemble pour une croissance responsable ». Derrière ces mots se trouvent des actes et des engagements forts, par exemple pour la féminisation des instances du MEDEF ou en faveur du renforcement des moyens du réseau territorial. Le MEDEF se privera aussi, à compter de 2020, du financement paritaire afin d'affirmer son indépendance.

Quant à l'action du gouvernement, l'échec de la négociation sur l'Accord chômage était « quasiment inévitable », note Geoffroy ROUX de BEZIEUX. Avec cette réforme, l'écart entre le revenu du travail et le revenu de remplacement sera suffisant pour inciter la plupart des demandeurs d'emploi à rechercher une activité. En ce qui concerne les contrats courts, le « bonus-malus » mis en place part d'une bonne intention mais débouche sur une usine à gaz à laquelle ni l'entrepreneur ni le salarié ne comprend quoi que ce soit. Quant aux retraites et à la concertation qui s'engage, le président du MEDEF juge indispensable que l'effort soit équitablement réparti entre le secteur privé et le secteur public, d'une part, et que les entreprises consentent des efforts pour conserver leurs salariés de plus de soixante ans. Des engagements seront pris en ce sens. Le choix du président de la République d'augmenter la durée de cotisation, plutôt que de repousser l'âge de la retraite, n'est guère pérenne : agir seulement sur la durée de cotisation ne suffira pas. Il est indispensable de faire évoluer le paramètre de l'âge de départ, la solution de l'âge pivot (déjà adoptée pour les régimes complémentaires) apparaissant comme la solution la plus pertinente. Il n'est pas question non plus que les réserves des régimes AGIRC-ARRCO (fort bien gérés par les partenaires sociaux) servent à financer les déséquilibres des régimes de fonctionnaires. Enfin, s'agissant de la dépense publique, le président du MEDEF constate qu'il n'y a malheureusement pas de « nouveau monde » : depuis 1974, la dépense publique (aujourd'hui 57 % de la richesse nationale) et la dette s'accroissent inexorablement. Pour autant, conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités, les entrepreneurs abordent cette rentrée dans un état d'esprit positif, assure Geoffroy ROUX de BEZIEUX.